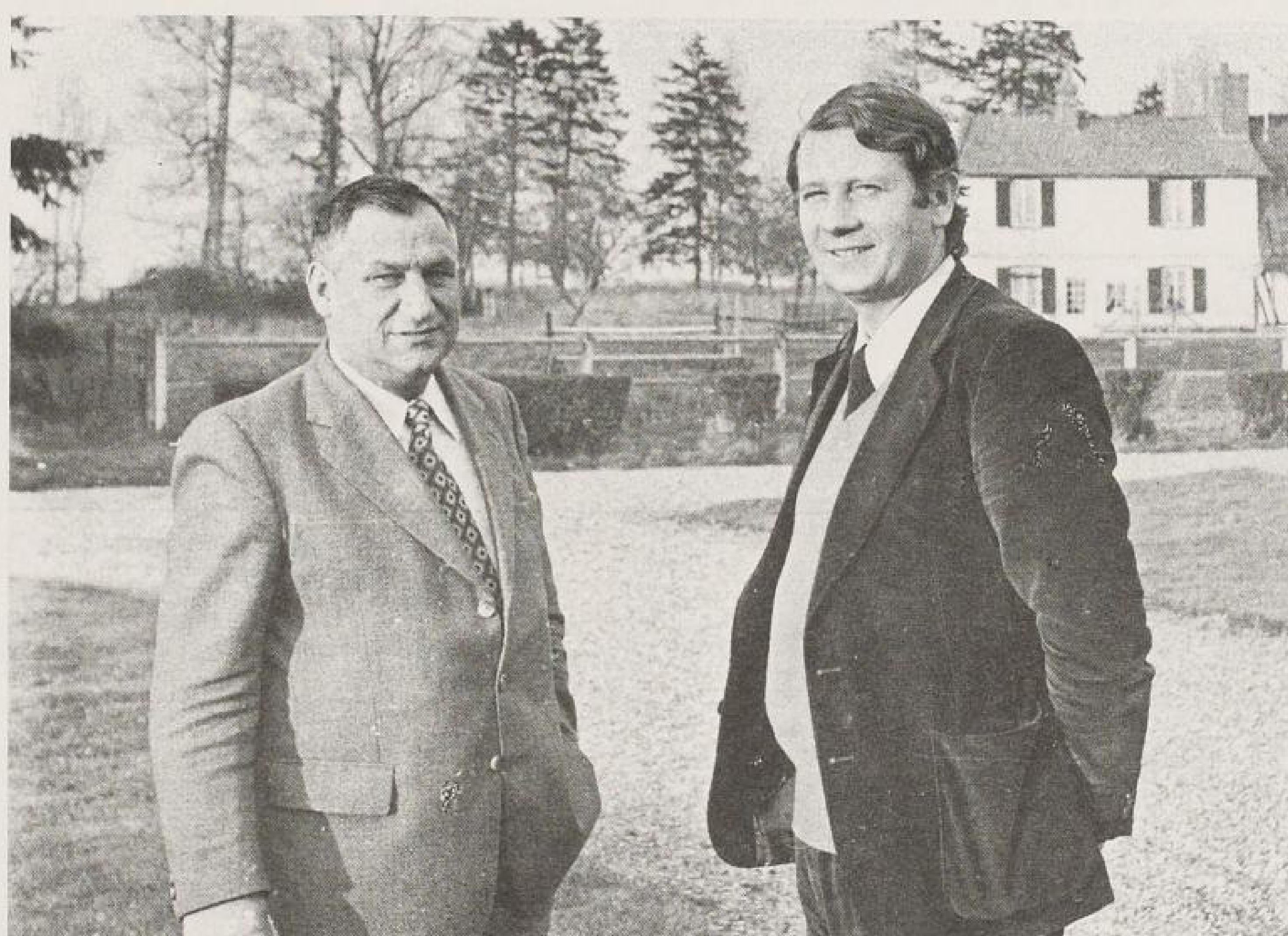
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978 — 2e CIRCONSCRIPTION DE L'EURE

Pour le Soutien à l'Action de VALÉRY GISCARD D'ESTAING

LADISLAS PONIATOWSKI ET JACQUES PREVOST

Candidats du Parti Républicain
du Centre des Démocrates Sociaux - du Parti Radical Socialiste



54 ans - Marié - 3 Enfants - Exploitant Agricole Maire d'Ajou - Président de la Caisse du Crédit Agricole de Beaumesnil (1961) Administrateur de la Caisse Départementale du Crédit Agricole - Administrateur de la Coopérative Linière du Roumois.

31 ans - Marié - 1 Enfant - Cadre Maire de Quillebeuf-sur-Seine - Président de la Commission "Expansion et Développement Economique" du Sivom Risle-Seine Vice-Président de l'Association des Maires du Canton de Quillebeuf-sur-Seine.

Pour une Société Libre et Plus Juste.

Pour que la Région de BERNAY - PONT-AUDEMER soit représentée et Défendue au Plan National.

Pour que l'Ouest de notre Département ne soit pas délaissé.

Pour que les Habitants du Lieuvin, du Roumois et du Pays d'Ouche aient un Parlementaire qui défende leurs intérêts.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

UN PARLEMENTAIRE DOIT ETRE AVANT TOUT UN « ANIMATEUR ECONOMIQUE » DE SA REGION ET DOIT DEFENDRE LES INTERETS DES HABITANTS DE SA CIRCONSCRIPTION. C'EST POURQUOI NOS PRIORITES SONT LES SUIVANTES :

Accélérer la création de la Grande Normandie et augmenter les moyens financiers de la région.

Créer des emplois sur place afin de freiner l'exode rural et le vieillissement de la population.

Permettre à tous de disposer d'équipements minimum sur place ou à proximité, tant en commerces qu'en services publics ou en écoles.

Assurer la qualification de la population active grâce aux CET, aux classes techniques de Lycées ou aux Centres de Formation pour Adultes.

Disposer de Zones Industrielles bien équipées ou de terrains susceptibles d'accueillir des ateliers dans les communes rurales afin de remédier au sous-emploi féminin.

Développer le réseau téléphonique.

Améliorer la qualité de la terre par l'extension du programme d'assainissement et des opérations de drainage.

Alléger les charges sociales des exploitants agricoles pour les inciter à employer davantage d'ouvriers agricoles.

Maintenir la vie de nos petites communes en allégeant les charges sociales des derniers commerçants ou artisans installés sur place.

Obtenir des aides de fonctionnement à l'enseignement pré-scolaire afin de compléter les importants crédits dégagés pour la construction de classes maternelles.

Améliorer les communications des communes rurales avec les villes et les bourgs-centres.

Garantir un revenu agricole minimal par une garantie des prix des produits agricoles et un allègement des charges sociales.

Développer notre activité d'élevage en installant un nouvel abattoir à Pont-Audemer.

Etablir une plus grande justice fiscale et sociale par une révision et une mise à jour du système du revenu cadastral.

Décentraliser certaines décisions administratives, notamment les permis de construire.

Aider financièrement les communes rurales par l'établissement de subventions globalisées.

NOUS SOUTENONS LES OBJECTIFS D'ACTION POUR LES LIBERTES ET LA JUSTICE PRESENTÉS PAR LE PREMIER MINISTRE, M. Raymond BARRE, à BLOIS.

Rendre l'Administration plus responsable ; quand elle nous devra de l'argent, elle sera traitée comme un particulier. Simplifier les formalités administratives.

Renforcer la sécurité des Français ; recrutement de 10.000 gendarmes supplémentaires, suppression des scènes de violence aux heures d'écoute des enfants, à la télévision.

Créer des emplois ; formation professionnelle rémunérée pour le premier emploi ; facilités de financement à la création d'entreprises agricoles, industrielles, artisanales et commerciales ; blocage pendant deux ans de la TVA, des impôts sur les sociétés, et des cotisations sociales ; priorité à l'implantation d'activités nouvelles dans les zones rurales et les petites villes.

Limiter les impôts. Plafonnement pendant deux ans de l'impôt sur le revenu à son taux actuel ; renforcement de la lutte contre la fraude fiscale ; aide pour ceux qui ont un revenu modeste et qui veulent devenir propriétaire de leur résidence principale.

Augmenter les revenus modestes. Progression du SMIC plus rapidement que le coût de la vie et que la moyenne des salaires ; garantie du pouvoir d'achat malgré les difficultés économiques.

Donner la priorité aux familles. Augmentation des allocations familiales plus vite que la hausse des prix. Institution d'un revenu minimal familial pour les familles d'au moins 3 enfants (celles bénéficiant du complément familial toucheront au moins 1.000 F par mois en 1979). La durée du congé maternité sera augmentée de 3 mois. Les femmes d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans qui travaillent avec leurs maris auront un statut précis reconnu.

Accroître la solidarité en faveur des personnes âgées. Le minimum vieillesse sera porté à 40 F par jour en 1979, soit 30.000 F par an pour un ménage. Leurs titulaires bénéficieront de la gratuité totale des soins médicaux et d'une aide ménagère. Etendre la pré-retraite à 60 ans en réduisant progressivement son activité.

Améliorer notre système éducatif. Permettre aux parents qui le souhaitent d'envoyer leurs enfants en maternelle dès l'âge de 2 ans. Renforcer et augmenter la formation des maîtres.

Développer la qualité de la vie. Accentuation de la lutte contre les pollutions, les nuisances, le gaspillage. Augmenter les crédits accordés aux clubs et aux associations sportives. Faciliter l'organisation des consommateurs. Doubler le budget de la Culture.

Un Vrai Député pour l'Eure !

Ladislas PONIATOWSKI.

Vu : Le CANDIDAT.

DUVAL, PONT-AUDEMER

Sciences Po / fonds CEVIPOF